

# Rapport annuel 20/21



# Table des matières

<b>Mot du conseil d'administration</b>	<b>3</b>
<b>Solidarité en action</b>	<b>4</b>
<b>Éducation à la citoyenneté mondiale</b>	<b>18</b>
<b>Baladodiffusion</b>	<b>22</b>
<b>Revue Caminando</b>	<b>24</b>
<b>Communications</b>	<b>27</b>
<b>Vie collective</b>	<b>28</b>
<b>Travail en réseau</b>	<b>29</b>
<b>États financiers</b>	<b>32</b>
<b>Équipe du CDHAL</b>	<b>34</b>
<b>Partenaires</b>	<b>35</b>

Rédaction et révision : Audrey-Ann Allen, Carla Christina Ayala Alcayaga, Giulietta Di Mambro, Thérèse Guay, Marie-Eve Marleau, Rosa Peralta, Jessica Ramos

Conception graphique : Roselyne Gagnon

Comité pour les droits humains en Amérique latine, juin 2021

[www.cdhal.org](http://www.cdhal.org)

# Mot du conseil d'administration

L'année 2020-2021 a été marquée par des mobilisations sociales importantes dans plusieurs pays d'Amérique latine, alors que les crises sociales et les inégalités qui étaient déjà bien présentes dans le continent se sont vues aggravées par la pandémie. Les nombreuses actions urgentes auxquelles a contribué le CDHAL cette année, en collaboration avec ses partenaires, nous montrent que la solidarité internationale pour la défense des droits humains est essentielle pour donner de la visibilité à de nombreux aspects des impacts de la pandémie qui passent sous silence.

L'équipe s'est impliquée activement pour agir en solidarité avec les défenseur-e-s des droits humains et les groupes sociaux touchés par la répression violente de la contestation sociale menée par l'État en Colombie, ainsi qu'avec les organisations luttant pour le respect des droits humains au Brésil, durement touché par la pandémie et par la répression étatique. Le démantèlement continu des institutions publiques, de même que les inégalités mondiales dans l'accès à la vaccination, fragilisent les droits humains partout dans la région : la mobilisation et les liens de solidarité sont essentiels pour exiger le respect des droits. Par ailleurs, à la suite de la Mission internationale d'observation

des droits humains au Chili qui a eu lieu en 2019, le CDHAL a continué son implication en participant à la rédaction du rapport final de la mission et a publié, avec d'autres groupes et organisations, une déclaration pour exiger la libération des prisonniers-ères politiques.

En cette année fort occupée, le CDHAL a également poursuivi son travail de mise en lumière du contexte structurel des migrations dans le cadre du projet d'éducation populaire sur les droits des travailleurs-euses étrangers agricoles, mené avec le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI) pour réfléchir aux causes des migrations forcées et massives ainsi qu'aux enjeux de respect de leurs droits au Canada.

Nous ne pouvons manquer de souligner que le CDHAL a célébré cette année les 40 ans de Caminando : une revue qui ne cesse de se renouveler ! C'est avec fierté que l'organisme peut contempler le travail accompli pour la diffusion de perspectives et d'analyses critiques sur les droits humains dans les Amériques à travers ces 40 ans d'existence. Le travail sur le développement de la revue se poursuit, et les canaux de communications de l'organisme continuent de se diversifier, notamment en mode de baladodiffusion.

Au cours d'une année marquée par le télétravail et par les défis liés à un déménagement de bureau, l'équipe du CDHAL a su rester soudée et organisée. Elle a continué à accueillir et à former des stagiaires en son sein et à collaborer avec d'autres membres de la société civile pour la défense et la promotion des droits humains dans les Amériques. Le conseil d'administration réitère sa reconnaissance et son admiration pour le travail solidaire de l'équipe du CDHAL et de ses collaborateurs-trices.

Les activités et implications du CDHAL présentées dans le rapport d'activités rappellent une fois de plus à quel point le travail mené en solidarité avec les mouvements sociaux et les communautés d'Amérique latine et d'Amérique du nord est important et nécessaire pour la justice sociale. Un grand merci à toute l'équipe pour leur engagement continu qui contribue aux réflexions, aux actions et à la vie collective du CDHAL !

Le conseil d'administration



# Solidarité en action

## La COVID-19 : L'aggravation de problèmes déjà existants

Cette année, malgré le contexte de confinement et de distanciation social des corps, le CDHAL a poursuivi activement son travail de veille et de diffusion des violations des droits humains commises dans des contextes de luttes pour le territoire. Afin de faire entendre leur voix, les communautés et les défenseur·e·s des droits humains ont dû surmonter des défis pour faire face aux mesures qui aggravaient leur isolement et dénoncer ce qui se passait dans les territoires - et ce, sans exposer leurs peuples et leurs familles à la maladie.

Il était important de continuer à visibiliser les impacts différenciés de la crise de la COVID-19, puisque, malgré ce que les grands médias disaient, nous n'étions pas tous et toutes dans le même bateau. Les territoires où se trouvent des projets extractifs étaient dans des situations de plus grande vulnérabilité, non seulement à cause des mauvaises conditions environnementales que ces projets engendrent et qui affectent la santé générale des populations environnantes, mais également parce que malgré les restrictions de circulation, les territoires sont devenus des lieux ouverts aux offensives de divers groupes, dont les entreprises, l'État et les groupes criminels.

L'équipe des actions urgentes du CDHAL a documenté et dénoncé les gouvernements d'extrême droite présents dans plusieurs pays d'Amérique latine, dont les politiques mettent en péril la vie de leurs populations. En effet, la combinaison de la crise sanitaire et des gouvernements d'extrême-droite a produit des conséquences catastrophiques qui nous ont mené à soutenir non seulement des actions de défense des droits humains mais également des campagnes de nature humanitaire.

À travers ces campagnes, nous avons constaté que les populations les plus affectées sont celles que les sociétés néolibérales, extractivistes et patriarcales considèrent comme des citoyens de

seconde zone – les femmes, les Autochtones, les populations noires, les paysan·ne·s, les personnes migrantes entre autres – qui posent problème au modèle de développement qu'elles préconisent.

## Un an de pandémie : le grand capital en a profité !

Comme toujours, le capitalisme parvient à contourner les crises et à en profiter, en plus d'être en grande partie responsable des principaux problèmes qui affectent les sociétés. L'industrie minière en est un exemple frappant. Bien que, dans un premier temps, les projets miniers aient dû suspendre leurs activités, ils ont vite pu compter sur la connivence des gouvernements qui leur ont accordé divers avantages financiers et fiscaux pour renverser la situation. Ils ont réussi à être considérés comme une activité essentielle, mais au fur et à mesure qu'ils poursuivaient leurs exploitations, ils sont devenus des sources de contamination tant dans les milieux de travail que dans les communautés.

Ainsi, ces entreprises ont souvent profité de la pandémie pour promouvoir des campagnes de fausse solidarité exacerbant la division sociale au sein des communautés, mais leur permettant de continuer à s'accaparer les territoires. En même temps, les mesures de confinement sanitaire ont assuré la neutralisation des mouvements opposants.

Maintenant, l'industrie extractive se présente comme une solution pour la relance économique, mais ses activités ne bénéficient pas à l'ensemble de la population. Alors que pour la plupart des personnes la crise sanitaire a signifié des pertes qui ont entraîné une augmentation de la pauvreté extrême et de la faim, les milliardaires eux, sont devenus 30% plus riches pendant la pandémie.

## Mouvements de résistance : un pacte pour la vie

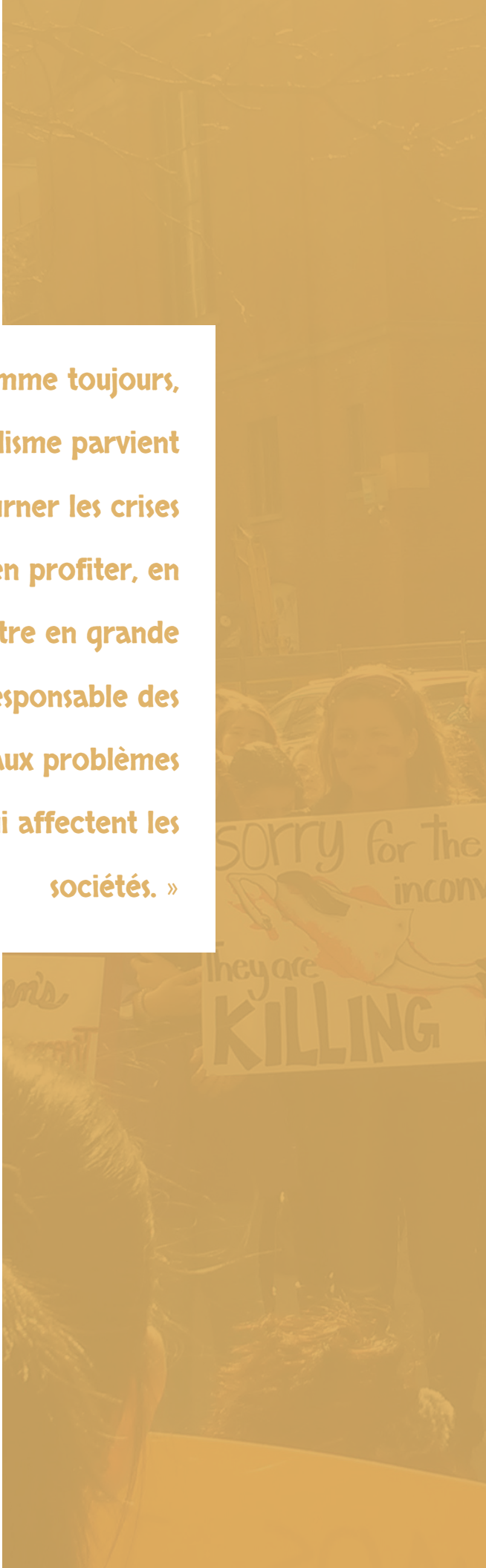
Même si plusieurs expriment leur hâte d'un retour à la normale, tout le monde sait au fond, que rien ne sera plus comme avant. En ce moment de vide de paradigmes, où il y a plus de questions que de certitudes par rapport à l'avenir, ce sera peut-être plus utile de regarder derrière que devant.

Il faut comprendre une fois pour toutes que les biens de la nature ne sont pas illimités, que la planète n'est pas un réservoir capable de supporter la quantité de déchets que nous générons. Le capitalisme vert est une illusion. Il n'y a certainement aucun projet économique aussi « vert » soit-il qui compense la violation des droits humains et la destruction des forêts, des glaciers, des lacs, des rivières et des territoires.

Ne soyons donc pas dupes des promesses de retour à la normale ou d'une relance de l'économie comme moyens de parvenir à la justice sociale ou comme solutions aux pandémies successives qui affligent les populations depuis des milliers d'années. Ce sont bien davantage les mouvements sociaux et les communautés affectées qui proposent des solutions viables et entonnent un chant de résistance.

En effet, conscients que les gouvernements d'extrême droite ne se sont pas engagés à sauver des vies, les communautés et les mouvements sociaux ont développé de nouvelles formes de résistance. Ils ont organisé des réseaux de solidarité pour la livraison de produits alimentaires et d'hygiène. Ils ont formé des brigades d'agent-e-s de santé communautaire et improvisé des politiques publiques pour aider les victimes de violence domestique. Ils ont récupéré des savoirs, des semences, des aliments et des médicaments ancestraux pour guérir leurs communautés, les femmes en étant les principales protagonistes.

Différents groupes historiquement marginalisés ont organisé et participé comme jamais à des séminaires



« Comme toujours,  
le capitalisme parvient  
à contourner les crises  
et à en profiter, en  
plus d'être en grande  
partie responsable des  
principaux problèmes  
qui affectent les  
sociétés. »

virtuels, produit des vidéos, des balados, des brochures pour informer leurs membres au sujet de la pandémie. Ils ont aussi eu recours aux technologies numériques et sociales pour dénoncer, développer des méthodologies pour surveiller les véritables impacts de la pandémie et, lorsque les politiques gouvernementales sont devenues plus dangereuses que le virus lui-même, ils ont également occupé les rues.

Au moment où nous produisons ce rapport d'activités, la Colombie vit un moment historique. Des voix issues des quartiers les plus marginalisés, des territoires les plus saccagés, sont descendues dans les rues de plusieurs villes pour exprimer non seulement leur mécontentement, mais surtout leur désir de changement. Certains analystes diront que le courage des manifestant-e-s face à la violence extrême des forces de l'ordre s'explique parce que n'ayant rien à perdre, ces gens ne craignent plus la mort. Néanmoins, l'expérience d'accompagnement des conflits socio-environnementaux à travers les pays et le temps nous montrent qu'il y a toujours eu des personnes qui ont interposé leurs propres corps devant les armes et les machines destructrices de la Terre Mère.

Plusieurs perdent la vie parce qu'elles et ils croient qu'il vaut la peine de lutter même si les combats sont inégaux. Laissons-nous « contaminer » par ce courage et continuons de nous solidariser avec ces mouvements de résistance qui nous enseignent que la vie n'est pas une expérience individuelle, mais plutôt un pacte collectif et qui transcende l'humanité.

*Rosa Lima Peralta, responsable des actions urgentes, avec la collaboration de Thérèse Guay, présidente du C.A.*

## Actions urgentes

### Un travail de veille et de dénonciation des violations des droits humains, un travail de sensibilisation et de plaidoyer

Le dossier des actions urgentes, un pilier du travail du CDHAL, contribue directement à appuyer, faire écho et prendre part aux processus de luttes en Amérique latine. Depuis cinq ans, grâce à des appuis financiers divers, nous avons pu compter sur la présence d'une même personne pour en assurer la coordination. Tout au long de l'année, des stagiaires et militant-e-s se sont joint à l'équipe des actions urgentes.

Le CDHAL a effectué un suivi de l'actualité d'Amérique latine et l'a diffusé à travers le bulletin Solidared et ses différents outils de communications. Il a reçu des demandes d'appui de communautés et de mouvements sociaux, a participé à de nombreuses campagnes de dénonciation, et a rédigé et traduit des communiqués, déclarations et pétitions ayant l'objectif de faire pression pour des cas particuliers et de contribuer à l'éducation à la citoyenneté mondiale. Tout au long de l'année, le CDHAL a réalisé diverses productions de baladodiffusion, ce qui a permis de diffuser encore plus largement les principaux enjeux, les actions en solidarité avec les peuples et les mouvements que nous appuyons, ainsi que la responsabilité des entreprises canadiennes dans plusieurs conflits socioenvironnementaux en Amérique latine. Chaque semaine, nous avons fait parvenir une courte nouvelle à l'Association latino-américaine d'éducation radiophonique (ALER).

Nous avons également misé sur la formation et l'approfondissement des connaissances de l'équipe des actions urgentes de manière à pouvoir répondre plus efficacement et rapidement aux nombreuses demandes provenant des communautés et mouvements sociaux à travers les Amériques.

# Colombie

Cette année, la crise sanitaire de la COVID-19 a engendré une grave crise économique qui exacerbe les conditions de pauvreté extrême de nombreuses familles colombiennes. Cela représente plus de 40 millions de personnes. Les mesures sanitaires de confinement ont exposé encore plus les communautés autochtones, afrocolombiennes et paysannes à la présence des paramilitaires et d'autres groupes criminels sur leur territoire, ce qui a entraîné un nombre croissant de déplacements forcés de communautés entières et des assassinats de défenseur-e-s des droits humains, des territoires et de l'environnement.

Le gouvernement actuel n'a pas montré la moindre intention de mettre en place des mesures pour atténuer cette situation de chaos. Au contraire, il a tout fait pour empêcher la mise en œuvre de ce qui a été déterminé dans l'Accord de paix de 2016.

Sans surprise, suite à l'annonce d'une réforme fiscale qui affecterait les familles déjà démunies par le contexte de pandémie, les populations urbaines et rurales ont décidé de descendre dans les rues pour exiger des changements structurels dans la société. Depuis le 28 avril, des manifestations massives dénoncent entre autres le modèle néolibéral et extractiviste qui est loin d'avoir apporté la prospérité et la paix promises.

Face à cette vague de contestations sociales, le gouvernement a répondu encore une fois avec une violence extrême. Selon les données collectées par l'ONG Tremblores, après 21 jours de manifestations, la répression des agents publics a résulté en 384 cas de violence physique, 43 homicides, 27 victimes de violence sexuelle, 1139 détentions arbitraires, 33 blessures oculaires et des centaines de personnes portées disparues. Jusqu'à présent, malgré ce contexte de violence, d'assassinats, de répression et de criminalisation, ainsi que la recrudescence des actions étatiques violentes menées envers

les défenseur-e-s qui élèvent leur voix pour dénoncer les injustices sociales et environnementales, le gouvernement canadien demeure silencieux et continue à s'abstenir de se prononcer.

Par l'intermédiaire des réseaux de la société civile canadienne, notamment le Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA) et Common Frontiers, ainsi qu'en collaboration avec des collectifs de militant-e-s colombien-ne-s, le CDHAL cherche à rompre avec le discours des grands médias et à dénoncer les abus commis par les forces de l'ordre. Ainsi, les actions se multiplient pour demander une position ferme de la part du gouvernement canadien, l'un des plus importants alliés politiques et commerciaux du gouvernement d'Ivan Duque. Voici quelques exemples des initiatives auxquelles le CDHAL a participé :

- » Action urgente contre le harcèlement policier pendant la Marche de la Dignité (15 juillet 2020)
- » Lettre signée par plusieurs organisations de la société civile canadienne et colombienne envoyée au gouvernement pour exiger la protection du sénateur Iván Cepeda Castro ainsi que pour prévenir le harcèlement continu auquel il fait face (30 septembre 2020)
- » Participation au groupe de travail sur l'extractivisme du Réseau global des peuples ethniques et paix, qui réunit des mouvements sociaux de Colombie, des groupes de recherche et des organisations de la société civile canadienne, états-unienne et européens (depuis décembre 2020)
- » Lettre diffusée par Christian Peacemaker Teams et signée par des organisations et des membres de la société civile visant à exiger la reconnaissance, les garanties et la protection des défenseur-e-s des droits humains en Colombie (11 mars 2021)

Voici quelques lettres signées et communiqués diffusés par le CDHAL concernant les violations des droits humains en Colombie dans le cadre des manifestations massives de la grève nationale (*Paro nacional*):

- » Lettre de la part du Réseau global des peuples ethniques et de la paix à Marc Garneau, ministre des affaires étrangères du Canada, afin de demander au gouvernement canadien de dénoncer l'extrême violence et les violations de droits humains en Colombie (5 mai 2021)
- » Action urgente du Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC) appelant à la liberté de manifester et dénonçant le traitement militaire subi par les manifestant-e-s ainsi qu'un appel à cesser l'intimidation et la violence (20 mai 2021)
- » Communiqué « Le Canada doit condamner la violence du gouvernement et défendre la démocratie », de Common Frontiers qui fait référence à la responsabilité du gouvernement canadien de se prononcer en raison de ses liens politiques et économiques étroits avec la Colombie, étant donné la signature d'un accord bilatéral de libre-échange en 2008 (25 mai 2021)

## Solidarité avec le Mouvement Ríos Vivos

En collaboration avec la « Campagne lavons les mains sales de la Caisse », dans laquelle le CDHAL s'implique activement depuis l'automne 2019, et les réseaux GOPA et Common Frontiers, le CDHAL a continué à donner de la visibilité aux violations subies par le Mouvement Ríos Vivos, qui mène depuis des années une lutte contre la construction du mégaprojet hydroélectrique Hidroituango. Pour Ríos Vivos, il demeure important de continuer à visibiliser la participation des investissements québécois et canadiens dans le contexte continu de violations de droits humains, environnementales, sociales et à la mémoire des personnes assassinées et disparues en tant qu'instrument pour expulser et faire taire les communautés affectées par ce mégaprojet.

» Envoi d'une lettre collective au gouvernement colombien pour demander aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour continuer d'assurer la protection de la défenseure des droits humains et porte-parole du Mouvement Ríos Vivos, Isabel Cristina Zuleta (13 juillet 2020)

» Envoi d'un communiqué de presse lors de la nomination comme ambassadeur colombien au Canada de Jorge Londoño, ancien directeur des Empresas Publica de Medellín (EPM), responsable de la construction du barrage Hidroituango, et à la tête de l'entreprise lors de l'effondrement en 2018. Un [article](#) sur le sujet a été publié par Radio Canadá Internacional. (11 août 2020)

» Rédaction d'un projet d'approvisionnement en eau potable, d'assainissement des eaux usées et de construction d'une habitation en matériaux ancestraux pour la protection de leaders à risque du Mouvement Ríos Vivos et demande de financement à la Fondation Louise-Grenier. Le projet n'a pas été financé. (octobre 2020)

» Tenue d'une réunion avec la leader sociale Isabel Zuleta et les organisations et groupes ayant participé à sa tournée pancanadienne en 2019 pour faire le point sur la situation des communautés affectées par le contexte de violence accrue par la présence de groupes criminels et d'urgence environnementale liée au barrage d'Hidroituango. Des actions sont prévues. (30 mars 2021)

## Production de balados sur la Colombie

» [Colombie : le maire de Medellín et le président de la République ont créé un système de surveillance des groupes opposants](#) (2 septembre 2020)

» [En Colombie, les manifestations pacifiques sont confrontées à la violence policière](#) (13 octobre 2020)

» [Quatre ans après l'Accord de paix, le gouvernement colombien ne respecte pas son engagement](#) (24 novembre 2020)

» [Début du procès contre l'État colombien pour l'affaire Union Patriotique](#) (11 février 2021)

» [Les communautés affectées par le mégaprojet Hidroituango dénoncent la crise humanitaire](#) (25 mars 2021)

» [L'intérêt économique mènerait le gouvernement colombien à fumiger des cultures de coca au glyphosate](#) (29 avril 2021)

» [Colombie : Grave situation de violence d'État](#) (6 mai 2021)

« [...] le CDHAL a continué à donner de la visibilité aux violations subies par le Mouvement Ríos Vivos, qui mène depuis des années une lutte contre la construction du mégaprojet hydroélectrique Hidroituango. »



# Brésil

La pandémie est venue aggraver une fois de plus les profondes crises sociale, économique et politique qui frappent les populations les plus vulnérables du Brésil depuis le coup d'État de 2016 - lors de la destitution illégitime de la présidente Dilma Rousseff - qui ont culminées avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement d'extrême droite de Bolsonaro.

En cherchant à préserver et hausser les profits des élites économiques, Bolsonaro a adopté un discours négationniste face à la gravité de la pandémie, ce qui a coûté la vie à plus de 200 mille personnes. Contre la fermeture des entreprises et des commerces, Bolsonaro ne laisse pas d'autre option à la classe ouvrière que de continuer à se déplacer pour aller travailler, sans aucune protection ou condition de distanciation sociale. Par contre, il n'a pas plus agi pour protéger les emplois et n'a présenté aucune proposition pour soutenir plus de 14 millions de personnes se trouvant sans emploi, ce qui représente un taux record.

Encore une fois, ce sont les mouvements sociaux qui s'organisent et qui sont en première ligne dans la lutte contre les politiques destructives de Bolsonaro. Face au retour du Brésil à la carte de la faim de l'ONU, additionné à la crise sanitaire de la COVID-19, les mouvements sociaux ont dû agir pour compenser l'absence étatique.

Cherchant à soutenir les actions des mouvements sociaux autochtones au Brésil, des collectifs brésiliens basés dans différents pays, notamment le Coletivo Brasil-Montréal, ont organisé une grande campagne de collecte de fonds avec la collaboration du CDHAL. Plusieurs rencontres et événements virtuels ont eu lieu avec les mouvements sociaux du Brésil pour mettre sur pied et diffuser la campagne. Les fonds ont été versés aux organisations de base au service des communautés touchées par la COVID-19 : Articulation des peuples autochtones du

Brésil (APIB), Coordination nationale des communautés rurales afro-descendantes Quilombolas (CONAQ), Réseau des peuples et communautés traditionnels du Brésil, Sociedade do Bem Viver, Union des centres d'éducation populaire pour les Noirs et Noires et la classe ouvrière (Uneafro), Mouvement des travailleurs sans abri (MTST) et Périphérie vivante - campagne menée par le Mouvement sans terre en collaboration avec d'autres mouvements et groupes de base.

Remerciements spéciaux pour leur appui au Fonds humanitaire des Métallo, au syndicat de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC), au Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN, à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), à la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ) pour le soutien à la campagne.

## **Solidarité avec le Mouvement des personnes affectées par les barrages au Brésil (MAB) – Cas de la mine Aurizona**

Le 25 mars 2021, l'effondrement d'un barrage secondaire minier de la société canadienne Equinox Gold a affecté les sources d'eau potable de la communauté d'Aurizona, située dans l'État du Maranhão, région amazonienne du Brésil. Depuis ce jour, cette communauté de 4 000 habitant·e·s lutte pour que l'entreprise rétablisse l'approvisionnement en eau potable. De plus, l'effondrement du barrage a mis en lumière une série de violations des droits humains commises par l'entreprise depuis son arrivée dans la région il y a plus de 10 ans. Dès le début de la catastrophe, le CDHAL a établi une communication étroite avec le Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB), l'un de nos alliés de longue date,



« Encore une fois, ce sont les mouvements sociaux qui s'organisent et qui sont en première ligne dans la lutte contre les politiques destructives de Bolsonaro. »

qui accompagne la situation sur le terrain. En collaboration avec MiningWatch Canada, Earthworks et le Coletivo Brasil-Montréal, l'équipe des actions urgentes a mis en œuvre plusieurs actions pour dénoncer l'agissement de l'entreprise et appuyer les revendications de la population d'Aurizona.

- » Communiqué de presse dénonçant l'effondrement du barrage qui a résulté en la contamination de la station de traitement d'eau qui assurait l'approvisionnement d'eau potable de la communauté (5 avril 2021)
- » Action urgente « Des organisations au Canada et aux États-Unis condamnent l'arrestation de deux leaders communautaires d'Aurizona », dirigée à diverses institutions gouvernementales et juridiques de l'État du Maranhão demandant qu'une enquête soit menée pour éclaircir les circonstances dans lesquelles deux

femmes de la communauté d'Aurizona ont été détenues pendant une manifestation pacifique devant la mine (27 avril 2021)

- » Lettre ouverte à la compagnie minière canadienne Equinox Gold et aux autorités brésiliennes qui lance un appel à établir un canal de dialogue permanent avec la communauté pour travailler sur un agenda qui répond à l'urgence, y compris les revendications historiques de la population affectée par la mine Aurizona. La lettre a été signée par plus de 60 organisations de la société civile brésilienne et internationale (25 mai 2021)
- » Communiqué de presse sur la manifestation organisée par le Coletivo Brasil-Montréal devant le bureau de Radio-Canada lors de la commémoration des deux mois de l'effondrement du barrage au Maranhão (25 mai 2021)

## Production de balados sur le Brésil

- » [Rupture d'un barrage au Brésil : une histoire de violence associée à la société minière Equinox Gold](#) (1<sup>er</sup> avril 2021)
- » [Mobilisation de la communauté affectée par la compagnie minière canadienne Equinox Gold](#) (25 avril 2021)



EQUINOX  
GOLD CORP  
COUPABLE GUILTY



FOR FIBERS

# Chili

« Le CDHAL a continué de collaborer avec des organisations et des collectifs chiliens de Montréal afin de rendre visible la situation d'impunité face aux graves violations de droits humains ainsi que la criminalisation de la protestation sociale. »

Suite à la participation à la Mission internationale d'observation de droits humains de la société civile au Chili convoquée par le Comité de coordination des organisations des droits humains de l'Araucanía qui a eu lieu en novembre 2019, le CDHAL a poursuivi le travail de dénonciation de la situation au Chili depuis le soulèvement social d'octobre 2019. Le CDHAL a continué de collaborer avec des organisations et des collectifs chiliens de Montréal afin de rendre visible la situation d'impunité face aux graves violations de droits humains ainsi que la criminalisation de la protestation sociale. En janvier 2020 et en février 2021, des efforts ont été réalisés afin de contribuer à créer un espace de convergence et de mise en place d'actions en commun. Malgré le contexte de la pandémie qui a rendu difficile la poursuite des actions, le CDHAL, en étroite collaboration avec des membres du collectif Chile despertó internacional a exigé la libération des prisonniers-ères politiques, à travers :

- » Déclaration face à une année de soulèvement sociale et à la tenue du plébiscite pour une nouvelle Constitution, élaborée par les organisations de la Mission internationale d'observation des droits humains de la société civile (18 octobre 2020)
- » Déclaration canadienne afin d'adhérer à la Campagne internationale pour la libération des prisonniers-ères politiques au Chili promue par le collectif Chile despertó internacional. Plus de vingt organisations, groupes et collectifs québécois et canadiens ont appuyé la déclaration afin de condamner également le silence du gouvernement de Justin Trudeau. La déclaration a été remise au Consulat du Chili et a été présentée à l'Assemblée nationale par le député de Québec Solidaire Andrés Fontecilla (10 décembre 2020)
- » Déclaration initiée par le CDHAL et des membres du collectif Chile despertó internacional afin de continuer à rendre

visibles la situation des prisonniers-ères politiques et la grave crise des droits humains au Chili, signée par plus d'une quarantaine d'organisations, groupes et collectifs québécois et canadiens. Des infographies, des vidéos ainsi que des productions audio en français et en espagnol ont été réalisées afin de diffuser la déclaration et la situation actuelle dans le pays (14 avril 2021). Plusieurs articles au Chili ont également été publiés concernant la déclaration :

- » "Canadá: sobre la situación de las prisioneras y prisioneros políticos y la violación sistemática de derechos humanos en Chile", *El Desconcierto*, 16 avril 2021.
- » "Piden intervención de Trudeau: Parlamentaria canadiense y organizaciones condenan violaciones de DD.HH. en Chile", *El Desconcierto*, 16 avril 2021.
- » "Grupos defensores de DDHH de Canadá exigen liberación de prisioneros políticos y denuncian represión y criminalización de la protesta social por parte del Gobierno de Chile", *El Ciudadano*, 20 avril 2021.
- » "Chile: Organizaciones, grupos y colectivos de Quebec y Canadá lanzan declaración para exigir la liberación de las prisioneras y prisioneros políticos", *Crónica digital*, 25 avril 2021.

Le CDHAL a appuyé d'autres actions menées par des collectifs de la communauté chilienne à Montréal :

- » Déclaration de parlementaires, académiques et organisations de la société civile québécoise et canadienne face aux récentes initiatives politiques et judiciaires visant l'impunité au Chili en matière de crime contre l'humanité (2 juin 2020)



- » Pétition initiée par le collectif Place de la dignité et le collectif Van4Chile qui a été présentée par la députée Jenny Kwan au Parlement canadien (14 avril 2021)

En collaboration avec MiningWatch Canada et Common Frontiers, le CDHAL a organisé différentes actions en appui de la communauté de Putaendo, notamment avec le groupe Putaendo Resiste qui s'oppose à l'installation du projet minier Las Vizcachitas de l'entreprise canadienne Los Andes Cooper.

- » Webinaire « Putaendo : premier territoire du Chili libre de mines » (27 mai 2020)
- » Communiqué « Des Canadien-ne-s rejettent les actions de la compagnie minière canadienne Los Andes Copper au Chili et exigent l'action du gouvernement canadien ». Dans le cadre de la pétition « pour que le peuple de Putaendo continue d'être libre de l'exploitation minière » où plus de 150 lettres ont été envoyées à l'ambassade canadienne au Chili. Il a été exigé que l'appui diplomatique envers la compagnie minière Los Andes Copper soit abdiqué et qu'une déclaration publique soit produite afin de rejeter la conduite de l'entreprise dans le projet Los Vizcachitas (16 juin 2020).

## Production de balados sur le Chili

- » Les empreintes de l'extractivisme canadien dans les conflits environnementaux et pour l'eau au Chili, [Français](#), [Espagnol](#) (avril 2020)
- » Putaendo territoire libre de mines menacé par les investissements canadiens, [Français](#), [Espagnol](#) (22 mai 2020)
- » [Colectivos chilenos en Montréal se manifiestan para conmemorar un año del estallido social en Chile](#) (22 octobre 2020)
- » La communauté chilienne à Montréal participe au Plébiscite au Chili pour une nouvelle Constitution, [Français](#), [Espagnol](#) (28 octobre 2020)
- » Campagne internationale pour la libération des prisonnier-e-s politiques au Chili, [Français](#), [Espagnol](#) (15 décembre 2020)
- » Déclaration canadienne sur la grave crise de droits humains au Chili, [Français](#), [Espagnol](#) (14 avril 2021)



# Guatemala

En 2020, le CDHAL a renforcé ses liens avec la communauté guatémaltèque basée au Canada, notamment les collectifs comme Todxs por Guatemala et la Plataforma de guatemaltecsxs exiladxs en Canadá, en collaboration avec d'autres organisations du Québec et du Canada. Voici les actions urgentes et communiqués que nous avons appuyé concernant la quête pour la justice des crimes commis par l'État du Guatemala pendant la période du conflit armé interne mais aussi dans l'actualité.

- » Appui à la Plateforme des guatémaltèques en exil à cause du terrorisme d'État à l'occasion du 21<sup>e</sup> anniversaire de la publication du « Diario Militar », document qui contient des informations sur des victimes de l'État du Guatemala pendant le conflit armé (20 mai 2020)
- » Diffusion de la pétition exprimant notre rejet de la déclaration de l'état de siège et de l'augmentation de la militarisation dans les municipalités de Nahualá, Santa Catarina Ixtahuacán et Santa Lucía Utatlán dans le département de Sololá (30 juin 2020)
- » Communiqué de la Plataforma-Canadá et des organisations de solidarité, dénonçant la grave crise politique et les violations des droits humains perpétrées par le gouvernement du

Guatemala, et appelant la communauté internationale à garder un œil sur le soulèvement social au Guatemala (30 novembre 2020)

- » Lettre du Projet Accompagnement Québec-Guatemala destinée au ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MIRF) concernant la tragédie du Hogar Seguro. La lettre avait pour but de susciter la solidarité canadienne et internationale et d'allié-e-s politiques, dont la députée Manon Massé, porte-parole de Québec solidaire et cheffe parlementaire (5 mars 2021)
- » Appui à la diffusion et production d'un balado sur l'audience publique tenue par la Cour interaméricaine des droits humains (CIDH) pour écouter les personnes survivantes et les familles des victimes du massacre de 1982 dans le village de Los Josefinos au Guatemala (15 mars 2021)
- » Communiqué « Nous rejetons fermement le féminicide et la misogynie au Guatemala » de la Prensa Comunitaria, agence de presse guatémaltèque et dont le but est d'informer sur les mobilisations communautaires et qui vise notamment à attirer l'attention sur les violences faites aux femmes (12 mai 2021)

## Solidarité avec l'Association des familles des personnes détenues et disparues du Guatemala (FAMDEGUA)

- » Le CDHAL a soutenu et diffusé la campagne « Ponts pour la mémoire », de FAMDEGUA, qui accompagne les survivant-e-s de massacres ainsi que les proches de personnes détenues-disparues dans leur quête de vérité et de justice pour les crimes contre l'humanité commis pendant le conflit armé interne (entre septembre et décembre 2020)
- » Une production audio « Malgré la pandémie, les victimes du conflit armé interne au Guatemala cherchent toujours à obtenir justice », en lien avec la campagne de collecte de fonds « Ponts pour la mémoire » (13 novembre 2020)

Voici la liste d'actions urgentes et de communiqués concernant des violations des droits humains commises par des entreprises extractives ou des cas d'assassinats ou de criminalisation de défenseur-e-s de droits humains ou de l'environnement au Guatemala.

« En 2020, le CDHAL a renforcé ses liens avec la communauté guatémaltèque basée au Canada [...] [pour] la quête pour la justice des crimes commis par l'État du Guatemala [...] »

- » Action urgente de Todxs por Guatemala concernant l'assassinat du guide spirituel Maya, Domingo Choc Che (19 mai)
- » Action urgente pour que cessent les menaces et le harcèlement envers les journalistes et personnes défenseuses des droits humains dans le territoire Maya Q'eqchí (25 juin 2020)
- » Pétition d'Amnistie internationale pour la libération de Bernardo Caal Xol, un leader de la communauté autochtone Maya Q'eqchi' et un enseignant emprisonné et en danger pour avoir défendu les droits de son peuple (9 octobre 2020)
- » Diffusion de la campagne de financement lancée pour payer les cautions de la journaliste Anastasia Mejía Tiriquiz, l'activiste Petrona Siy Castro et Manuel Hernandez, arrêté-e-s le 22 septembre pour avoir dénoncé la corruption et le crime organisé (4 novembre 2020)
- » Lettre signée par plusieurs organisations et personnes en solidarité avec la communauté La Puya à l'occasion du 9<sup>e</sup> anniversaire de leur lutte contre le projet aurifère El Tambor de la compagnie minière américaine Kappes, Cassiday & Associates (KCA) (6 mars 2021)
- » Lettre élaborée par Breaking the Silence et MiningWatch dirigée à Affaires mondiales Canada concernant les menaces et violence contre le peuple Xinka qui lutte contre la mine canadienne Escobal au Guatemala (26 mars 2021)
- » Pétition demandant la libération du défenseur et leader social Bernardo Caal, injustement incarcéré depuis 3 ans, qui lance un appel urgent à l'application nécessaire d'une politique globale de protection publique afin d'éviter des attaques et de la criminalisation des défenseur-e-s des droits humains et à un système judiciaire doté de tribunaux indépendants et de juges impartiaux au Guatemala (4 avril 2021)



**BRIDGES  
FOR MEMORY**

PUENTES PARA LA MEMORIA / PONTS POUR LA MÉMOIRE /  
BRÜCKEN ZUR ERINNERUNG

**Thanks for your solidarity  
Merci pour votre solidarité  
Gracias por tu solidaridad  
Vielen Dank für Ihre Solidarität**

**#Bridges4Memory**



# Rencontres avec nos allié·e·s

» Rencontres avec le coordonnateur du Forum Grita Baixada (FGB), un réseau d'organisations et de groupes de base de la région de la Baixada Fluminense, dans l'État de Rio de Janeiro, historiquement marquée par la pauvreté et la violence étatique. Le FGB a contacté le CDHAL pour exposer la situation de vulnérabilité de la région et nous a présenté l'ensemble des activités menées par le réseau. Merci au Fonds de Justice Sociale de l'AFPC pour l'appui au projet qui vise à consacrer une aide d'urgence à cinq femmes défenseuses des droits humains de la région accompagnées par le FGB. Ce sont des mères ou des proches des jeunes qui ont été assassinés par les forces de sécurité publiques, mais qui ne sont pas reconnues comme des défenseuses des droits humains et, par conséquent, n'ont pas accès à des mesures de protection

» L'équipe des actions urgentes s'est entretenue avec Kelli Mafort de la coordination nationale du Mouvement des travailleurs-euses sans terre du Brésil (MST). Lors de cette rencontre, Kelli a partagé les actions menées par le MST en collaboration avec d'autres organisations pour assister des groupes marginalisés et les plus touchés par la pandémie au Brésil. Par la suite, nous avons produit un balado pour ALER. L'entrevue servira également comme base à un article qui figurera sur le prochain numéro de Caminando.

» Le CDHAL a été invité par Maria Leonice Tupari, femme autochtone de l'Amazonie brésilienne, à participer à l'assemblée générale de l'Association des femmes autochtones guerrières de Rondônia

(AGIR) avec la participation de Shannon Chief, femme Anishnabe du soi-disant Québec, comme suite des liens tissés lors de la Rencontre internationale des femmes contre l'extractivisme de 2018.

» Suite au webinaire organisé dans le cadre du Forum social mondial intitulé Conversatorio « Mujeres, territorio y resistencia en America latina », avec l'organisation Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert - CAPMO et Campesina Digna, des rencontres ont été organisées avec les femmes et les organisations qui ont participé à l'événement afin de discuter, d'échanger et d'assurer une continuité dans le partage et la dénonciation des luttes que les femmes mènent respectivement dans leur communauté.

» En appui à la Communauté hondurienne du Québec, nous avons tenu une rencontre intitulée « Honduras : seul le peuple peut sauver le peuple » pour réfléchir et agir collectivement suite aux tempêtes tropicales qui ont frappé le Honduras. (19 novembre 2020)

» Nous avons pris la parole lors de la remise du prix Mariano Abarca de la défense environnementale au Chiapas, le 27 novembre 2020 au Front populaire en défense du Soconusco.





# Liste des actions urgentes, communiqués, déclarations et lettres signées

## MAI 2020

Demande de mesures de protection pour la défenseure des droits humains Jani Silva, leader des communautés de Perla Amazónica, dans la partie sud de la région de Putumayo : action urgente élaborée par Amnesty internationale dirigée à la ministre colombienne de l'Intérieur, Alicia Arango Olmos.

Solidarité avec le peuple Shuar Arutam d'Équateur, dans le cadre de la crise de la COVID-19 : lettre ouverte signée par plus de 100 organisations de la société civile.

« L'industrie minière mondiale profite de la pandémie de COVID-19 » : Tendances, impacts et ripostes : communiqué élaboré en collaboration avec MiningWatch Canada et d'autres groupes et organisations en Amérique latine

## JUIN 2020

Pétition des organisations membres de l'Alliance des traités en réponse à la crise de COVID-19 pour un traité contraignant pour réguler le pouvoir des entreprises

## JUILLET 2020

Action urgente signée par le CDHAL et Femmes de diverses origines (FDO) adressée aux autorités mexicaines concernant la détention arbitraire d'Ernesto Alejandro Bahena López, fils de la défenseure de droits humains Margarita López Pérez, qui avait participé à une tournée au Canada en mars 2019.

## AOÛT 2020

Action urgente adressée aux autorités du Honduras pour mener une enquête sur la disparition forcée de cinq défenseurs Garífunas.

## SEPTEMBRE 2020

Action urgente de MiningWatch Canada exigeant que la société minière Equinox Gold cesse ses actions discriminatoires et appuie la communauté de Carrizalillo pour la fermeture de la mine Los Filos au Mexique.

Lettre adressée à Ross Beaty, président d'Equinox Gold, pour lui demander de s'abstenir de toute agression contre l'*ejido* et de s'adresser à la police ou aux autorités pour qu'elles interviennent auprès des *ejidatarios* dans l'exercice légal de leurs droits fonciers pour arrêter la mine

« Demandez à la société Solaris Resources de respecter les droits du peuple Shuar Arutam de l'Amazonie équatorienne » : action urgente de MiningWatch Canada

Pétition du Movimiento Mesoamericano contra el Modelo extractivo Minero en soutien à la communauté de Carrizalillo pour la fermeture de la mine Los Filos à Carrizalillo, Mexique.

## OCTOBRE 2020

Lettre élaborée par Amnesty internationale pour commémorer l'assassinat de Julián Carrillo, défenseur de la forêt Ráramuri et appelant les autorités du Mexique à mettre en place des mesures plus efficaces de protection des défenseur·e·s des droits humains au pays. La lettre a été signée par plus de 8 000 personnes.

Lettre en solidarité au syndicat de travailleurs mineurs Paititien de Bolivie qui ont perdu leurs emplois, initiée par MiningWatch Canada. La société minière canadienne Orvana Minerals a licencié l'ensemble du personnel de la mine Don Mario en février 2020.

Lettre ouverte de soutien à la Réserve de los Cedros, en Équateur, pour que la Cour constitutionnelle détermine sa protection de l'exploitation minière, notamment par la société minière canadienne Cornerstone Capital Resources, qui opère dans la région.

## NOVEMBRE 2020

Déclaration en réponse à l'appel du Réseau de solidarité avec le Honduras, à l'instar de l'OFRANEH et des communautés garífunas au Honduras, pour exiger la libération des cinq leaders disparus en août 2020 avec la participation probable de la police hondurienne. La lettre a été remise aux autorités honduriennes, états-uniennes et canadiennes.

## DÉCEMBRE 2020

Lettre ouverte signée par plusieurs organismes, en solidarité avec les communautés Mapuches-Tehuelches et organisations de Chubut en Argentine qui ont constamment exprimé leur rejet des activités minières sur leurs territoires ancestraux. La lettre demande le rejet du projet de loi N°128/2020 qui bénéficierait des entreprises comme Pan American Silver et Yamana Gold et leur permettrait de créer une « zone minière » sur le plateau de la province.

## JANVIER 2021

Pétition « GNL Saguenay : la protection du climat et de la biodiversité doit être au centre des décisions ».

## MARS 2021

Pétition « Non à la mine d'or de Temixco, Morelos » du Movimiento Morelense Contra las Concesiones de Minería por Metales afin que les concessions minières de la société Esperanza Silver de México S.A. de C.V., filiale de la société canadienne Alamos Gold Inc. soient annulées.

Pétition « Justice pour Berta » du COPINH. La pétition exige des autorités honduriennes que toutes les personnes soupçonnées d'être pénalement responsables de ce crime fassent l'objet d'une enquête rapide, indépendante et efficace et, si des preuves sont trouvées contre elles, soient jugées par un tribunal impartial.

Participation aux actions de diffusion sur les réseaux sociaux concernant la plus importante rencontre de l'industrie minière PDAC, en collaboration avec MiningWatch Canada, Mining Injustice Solidarity Network (MISN), Coletivo Brasil-Montréal et Putaendo Resiste !

Journée internationale de l'eau : Marche de l'eau du 22 mars 2021 pour dénoncer les sociétés transnationales et la manière dont elles affectent l'accès à l'eau. La Marche Mondiale a pour but de générer des stratégies qui augmentent la résistance et le *buen vivir* des personnes en défense du droit à l'eau, à la terre, au territoire et à la vie.

Journée mondiale en solidarité avec Haïti, qui traverse une crise très profonde. Un élément principal est la lutte contre la dictature imposée par l'ancien président Jovenel Moïse.

## AVRIL 2021

Pétition condamnant l'assassinat du protecteur de l'eau Fidel Heras Cruz à Oaxaca au Mexique, opposant à l'extraction du Rio Verde dans sa communauté, Paso de la Reyna.

Communiqué en solidarité au peuple d'Andalgá qui proteste contre le projet Agua Rica de Yamana Gold en Argentine.

Lettre ouverte signée par 88 organisations et 15 producteurs de bijoux soulignant les conséquences sur les droits humains, l'environnement et le climat d'un projet d'expansion de la mine d'or Pueblo Viejo de l'entreprise Barrick Gold en République dominicaine.

# Éducation à la citoyenneté mondiale

Par le biais d'activités publiques de sensibilisation, notamment des conférences, débats, ateliers, rassemblements et tournées d'allié-e-s d'Amérique latine, ainsi que par la réalisation de projets d'éducation populaire en étroite collaboration avec une diversité de partenaires, le CDHAL vise à développer une meilleure

compréhension des causes structurelles des rapports de pouvoir qui créent des injustices et des inégalités. Nous invitons nos publics à poser des actions de solidarité en réciprocité avec les personnes et les communautés affectées par le modèle économique extractif, par le patriarcat et le colonialisme.

## Projet d'éducation populaire sur les causes structurelles des migrations et pouvoir d'action des travailleuses et travailleurs migrant-e-s

Pour une deuxième année, le CDHAL en collaboration avec le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI) a poursuivi ce projet d'éducation populaire qui vise à construire, étroitement avec les travailleurs-euses étrangers agricoles provenant d'Amérique centrale et du Mexique, une analyse collective sur les causes structurelles des migrations. À travers cette démarche, ce projet vise à contribuer au pouvoir d'action des travailleuses et des travailleurs migrants et à leur capacité de défendre leurs droits par rapport à leurs conditions de travail au Québec. D'autre part, il vise aussi à favoriser une prise de conscience concernant les impacts des politiques extractives et néolibérales sur les mouvements migratoires à partir des vécus de personnes directement affectées.

La COVID-19 est venue aggraver et rendre encore plus visible la situation de vulnérabilité et de précarité des conditions de vie et de travail des travailleurs-euses étrangers agricoles et des travailleurs-euses migrant-e-s. Dans ce contexte, le CDHAL a appuyé davantage le travail du CTI notamment à travers la diffusion des actions et des mobilisations menées pour revendiquer les droits des personnes migrantes et faire de la pression sur les autorités pour des conditions de travail et salaires

justes, l'accès à la santé et des prestations sociales ainsi qu'un statut pour tous et toutes. Le CDHAL a également appuyé le CTI à travers l'interprétation, la traduction et a participé au travail d'information pour les travailleuses agricoles sur leurs droits lors de leur arrivée à l'aéroport de Montréal.

Au cours de l'année 2020-2021, nous avons poursuivi les rencontres avec le groupe des travailleurs-euses leaders impliqué-e-s dans le projet et la finalisation du processus de collecte et de systématisation des données. Parallèlement, nous avons continué à travailler sur la revue de littérature et la construction d'un guide méthodologique afin de construire un atelier participatif qui permet d'approfondir différents enjeux en lien avec les causes structurelles des migrations ainsi que le fonctionnement et les conditions de travail du Programme de travailleurs-euses étrangers temporaires, volet agricole.

À l'hiver 2021, nous avons mis sur pied un comité pour la conception des outils audiovisuels qui visent à mettre en lumière les analyses et réflexions des travailleurs-euses. Au cours de l'été et l'automne 2021 nous poursuivrons la conception et la production de ces outils audiovisuels.

## Activités de sensibilisation du public

Au cours des activités de sensibilisation du public, il a été privilégié de mettre de l'avant les témoignages, analyses et luttes des travailleurs-euses migrant-e-s. L'accent a été mis en particulier sur les manières d'agir en solidarité, la défense de leurs droits et la compréhension des causes qui sont à l'origine de la situation d'exploitation et de violations des droits de personnes ayant un statut précaire ou sans statut au Canada. Voici un portrait des activités réalisées au cours du projet.

- » Événement public « Quelles solidarités avec les travailleurs-euses migrant-e-s », lors des Journées québécoises de solidarité internationale (JQSI) qui ont porté sur la justice migratoire, coorganisé avec Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM) et le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) (9 novembre 2020). Des membres du CTI et le Collectif de solidarité pour Mamadou Konaté ont présenté la situation de travailleurs-euses étrangers temporaires agricoles et des personnes recrutées par des agences de placement, notamment dans les CHSLD et les services de santé. Nous avons également eu l'opportunité d'entendre le témoignage de Mamadou Konaté, ex-travailleur de CHSLD pendant la pandémie qui était menacé de déportation. Dans le cadre des JQSI, l'article « Les droits des travailleurs étrangers: le combat de David contre Goliath », a été publié dans le dossier Solidarité internationale du journal *Le Devoir* (7 novembre 2020).
- » Atelier participatif « Les migrations : du travail invisible à la dignité. Une soirée de récits et d'analyses », organisé en partenariat avec le cours Éducation à la citoyenneté mondiale du certificat en coopération et solidarité internationales de

l'Université de Montréal, l'AQOCI et le CISO dans le cadre de la Semaine de développement international (SDI) (11 février 2021). Nous avons compté avec la participation de Mamadou Konaté; Joni Ismael Velazquez Gutierrez, ex-travailleur temporaire agricole mexicain qui, avec l'appui du CTI, a porté deux plaintes contre les abus de son employeur; Merelyn Aguirre, travailleuse domestique, membre d'une organisation de femmes philippines au Québec, PINAY et de Jorge Frozzini, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en communication interculturelle et technologies de gestion en contexte pluraliste. Marissa Berry d'Amnistie internationale Canada francophone a présenté leur campagne « Essentiel-le-s avant et après la pandémie ». Cette activité a mené à la publication de l'article « La saga du travailleur agricole qui a osé dénoncer son employeur », journal *Le Devoir* (11 mars 2021).

- » Présentation du projet lors du panel de discussion « Ciudadanía global desde abajo: Activismo de los migrantes » dans le cadre du Symposium international sur la démocratie, la citoyenneté mondiale et l'éducation transformatrice : Nouvelles perspectives pour comprendre, s'engager et agir ensemble. Cela a été organisé par la Chaire UNESCO en démocratie, citoyenneté mondiale et éducation transformatrice (DCMÉT) de l'UQAM (18 mai 2021).
- » Publication de l'article « Le travail agricole saisonnier en temps de pandémie de COVID-19 au Canada », dans la revue *Caminando*, vol. 35, no 1 intitulé « Brisons le silence en temps de pandémie » lancé en février 2021. Un extrait de cet article a été également publié dans le N°86 Dossier Résilience écologique : résistance ou



résignation? de la revue À Bâbord en décembre 2020. Aussi, une version abrégée de l'article qui s'intitule « Les droits bafoués des travailleurs agricoles étrangers » a été publiée dans la rubrique « Des idées en revues » du journal *Le Devoir* en mai 2021. Une production audio en français et en espagnol est en processus de réalisation également comme un autre outil de diffusion de l'article et des avancées du projet.

## **Luttes pour les droits des personnes migrantes et travailleurs-euses étrangers temporaires agricoles**

Un aspect important du projet est l'appui des actions menées par des organisations pour la défense des personnes migrantes et la diffusion des nouvelles en lien avec différents enjeux sur l'évolution de la situation des travailleurs-euses migrant-e-s dans le contexte de la COVID-19. Ce travail a été réalisé conjointement avec l'équipe des actions urgentes et de baladodiffusion du CDHAL. Des appuis ont été notamment réalisés à Solidarité sans frontières pendant le contexte de la grève de la faim entamée par des personnes migrantes détenues dans le Centre de détention de Laval afin de dénoncer les mauvaises conditions de détention suite à une éclosion des cas de COVID-19, d'exiger leur libération et condamner la reprise des déportations dans le contexte de la pandémie. En ce qui concerne le volet de baladodiffusion, au cours de l'année plusieurs productions audio ont été réalisées en espagnol et en français sur les impacts de la COVID-19 sur les conditions de vie des travailleurs-euses migrant-e-s et travailleurs-euses étrangers temporaires agricoles, ainsi que la situation de personnes migrantes au Centre de détention de Laval, qui à cause de leur statut ont risqué ou bien ont été déportées vers leurs pays d'origine.

- » Adhésion à la pétition et à la manifestation « un statut pour toutes et tous » de Solidarité sans frontières (3-4 juin 2020)
- » Adhésion et diffusion du « Manifeste pour la défense des droits des personnes migrantes, des réfugié-e-s et des défenseur-e-s des droits pendant la pandémie de la COVID-19 » (10 juin 2020)
- » Rassemblement en solidarité avec les travailleurs-euses de Dollarama organisé par le CTI et l'Association des travailleuses-eurs temporaires d'agences de placement (ATTAP) (13 juin 2020)
- » Rencontre de la section Canada de l'Alliance internationale des migrant-e-s (IMA) dans le cadre de la campagne pour mettre fin aux migrations forcées et au trafic de main-d'œuvre ! Régularisation maintenant ! (11 juillet 2020)
- » Rassemblement « Uni-e-s contre la peur, un statut pour tous et toutes » organisé par Solidarité sans frontières en collaboration avec plusieurs organisations (26 juillet 2020)
- » Manifestation pour un programme de régularisation complet organisé par le comité de femmes de l'ATTAP et Soignons la justice sociale (20 septembre 2020)

- » Conférence de presse des travailleuses sans statut organisée par le comité de femmes de l'ATTAP, CTI, PINAY et Médecins du monde (10 novembre 2020)
- » Conférence de presse du lancement de la campagne de la Coalition contre le travail précaire organisé par le CTI, PINAY et l'ATTAP (12 décembre 2020)
- » Déclaration « Des vaccins pour tous et toutes » de Migrants Right network (25 janvier 2021)
- » Pétition « Essentiel-le-s : protégeons les droits des personnes migrantes » dans le cadre de la campagne « Essentiel-le-s avant et après la pandémie » d'Amnistie internationale Canada francophone (11 février 2021)
- » Participation à la conférence de presse organisée par Solidarité sans frontières lors de la deuxième grève de personnes migrantes détenues au Centre de détention de Laval, suite à l'éclosion de cas de COVID-19 et afin d'exiger leur libération (23 février 2021)
- » Manifestation du 8 mars avec le comité de femmes de l'ATTAP et le CTI (8 mars 2021)
- » Assemblée générale spéciale de l'ATTAP (24 avril 2021)
- » Manifestation lors de la Journée internationale des droits des travailleurs-euses (1 mai 2021)

## **Balados :**

- » « Pandémie: la situation des travailleuses et travailleurs agricoles étrangers temporaires au Canada », Français, Espagnol (5 mai 2020)
- » « Les travailleurs.euses étrangers.ères agricoles dans le contexte de la COVID-19 », Français, Espagnol (15 juin 2020)
- » « Canada : un travailleur essentiel risque la déportation », Français, Espagnol (30 septembre 2021)
- » « Les femmes sans statut exigent la régularisation dès maintenant! », Français, Espagnol (18 novembre 2020)
- » « Les migrant-e-s sans statut encourent toujours plus de risques », Français, Espagnol (5 février 2021)
- » « Travailleuses migrantes se prononcent dans le cadre du 8 mars », Français, Espagnol (8 mars 2021)

Nous remercions la Fondation Béati, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, par le biais de son Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale, volet projet annuel et son Programme de soutien pour les OCI et la Congrégation de Notre-Dame qui, par leur appui financier, ont rendu possible la poursuite et consolidation de ce projet.



# Actualisation et bonification de la publication

## « Mythes et réalités de l'industrie minière canadienne »

En 2016, plusieurs organisations de la société civile se sont unies pour élaborer la publication « Mythes et réalités de l'industrie minière canadienne », faisant suite à la session sur l'industrie minière canadienne du Tribunal permanent des peuples (TPP) de 2014. Cinq ans plus tard, la situation a évolué, mais les multiples conséquences causées par l'industrie n'ont pas cessé. Les projets miniers sont responsables de plusieurs violations aux droits humains et environnementaux, affectant profondément les communautés et les personnes qui se trouvent à proximité des projets, bien généralement des communautés autochtones où leurs droits à l'autodétermination se voient également violés. Partout dans le monde, les projets miniers canadiens se sont multipliés au cours des dernières années et le contexte de la pandémie de COVID-19 n'a pas ralenti le déploiement de ces activités. Ainsi, au CDHAL, suite à des besoins identifiés par nos allié·e·s en Amérique latine, en

particulier au Brésil, nous avons décidé de mettre à jour la publication et de la traduire également en portugais.

En novembre 2020, les personnes et organisations partenaires qui ont participé au développement de la publication de 2016 ont été invitées à participer à l'actualisation et à la bonification de cette dernière. Un comité d'encadrement a été mis en place dès janvier 2021, regroupant plusieurs organisations telles MiningWatch, le Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC), le Projet accompagnement Québec Guatemala (PAQG), le Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE), le Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE), Développement et paix ainsi que des chercheur·e·s et professeur·e·s de différentes universités. Également, des mandats de recherche étudiants prendront place à l'automne 2021 en collaboration avec le Service aux collectivités de l'UQAM.

À la suite d'échanges, plusieurs autres projets miniers se sont révélés emblématiques, affirmant la nécessité de dénoncer les formes de violence, d'oppression et de répression, trop souvent perpétrées par les entreprises minières, auxquelles les communautés affectées de l'Abya Yala font face, menant ainsi à un processus de présentation et de sélection de nouveaux projets miniers qui pourront permettre de déconstruire les énoncés de la publication. Le comité d'encadrement se rencontre mensuellement ce qui, jusqu'à présent, nous a permis de travailler sur les critères de sélection pour les projets miniers, un guide méthodologique, des fiches de recherche ainsi que les présentations de cas. Prochainement des groupes de recherche seront mis en place avec nos allié·e·s et représentant·e·s de communautés affectées en Amérique latine et au Canada.



# La baladodiffusion pour l'éducation aux droits humains : un média alternatif

La baladodiffusion est la démocratisation de la production audio, hors des cadres, normes et lignes éditoriales des stations de radio. Les balados permettent à tout le monde de produire du contenu et de le diffuser et surtout, la liberté pour l'audience d'écouter le contenu qui l'intéresse, au moment qui lui convient, sur l'appareil de son choix.

Cette année, la baladodiffusion a continué d'être un moyen de communication transversal à plusieurs volets des actions du CDHAL, tant dans les activités quotidiennes des actions urgentes que dans la visibilité de projets spécifiques. La baladodiffusion contribue à diversifier nos façons de communiquer et à faire connaître des perspectives engagées, féministes et décoloniales, ainsi que des expériences de mobilisation pour la défense des territoires et des droits à travers les Amériques. Nous produisons des nouvelles sur l'Amérique latine en différents formats afin d'atteindre des publics différents. Les balados permettent de partager des faits d'actualité avec des extraits d'échanges avec des allié-e-s. Ils contribuent au développement d'un regard critique sur les enjeux sociopolitiques qui nous interpellent.

Cette année, nous avons :

- » développé et renforcé des liens avec des espaces radiophoniques pour la diffusion en espagnol (Asociación latinoamericana de educación radiofónica - ALER et Radio Temblor Internacional), en français et en anglais (CKUT)
- » identifié des enjeux et renforcé le travail de recherche pour la production du contenu des balados
- » produit une nouvelle hebdomadaire en espagnol et en français liée au dossier des actions urgentes

- » formé l'équipe pour assurer la rotation dans la production de la nouvelle hebdomadaire
- » réalisé des entrevues avec nos allié-e-s pour rendre visibles leurs luttes et analyses
- » envoyé de façon plus systématique nos contenus à nos partenaires en Amérique latine et au Québec et Canada

## Atelier de formation en baladodiffusion

Un atelier de formation a été élaboré par deux membres de l'équipe pour les membres de l'AQOCI. Les objectifs de la formation ont été de s'initier aux principes de base de la baladodiffusion, de réfléchir sur les éléments à considérer avant d'entamer un projet, et de se familiariser avec les différentes étapes de production.

Réalisé le 24 septembre 2020, dans le cadre des formations offertes pour les JQSI, l'atelier a duré 2 heures, et environ 40 personnes y ont participé.

## Projet de baladodiffusion « Femmes défenseuses des territoires en temps de pandémie : luttes et alternatives »

La nécessité de continuer à construire des outils de communication alternatifs qui permettent de mettre en évidence et de dénoncer les logiques d'oppression contre les femmes prend une ampleur toute particulière dans le moment historique dans lequel nous nous trouvons. La pandémie actuelle, d'une envergure rarement vue auparavant, a en effet révélé et considérablement accru les situations d'inégalités. Le rôle des

femmes, une fois de plus, est fondamental en ce moment, puisque ce sont elles qui ont historiquement affronté le système extractiviste et patriarcal.

En continuité avec la série de baladodiffusion « Luites pour le territoire : Voix de femmes en résistance » issue de la rencontre internationale Femmes en résistance face à l'extractivisme, tenue du 27 au 29 avril 2018, et qui a réuni une quarantaine de femmes autochtones, paysannes, défenseuses de la vie et du territoire provenant de diverses régions du monde, nous avons conçu un nouveau projet de baladodiffusion visant à rendre visibles les expériences et analyses féministes, écologistes et décoloniales de femmes. D'une part, il s'agit de développer la diffusion et le rayonnement de la série « Luites pour le territoire : Voix de femmes en résistance » et d'autre part, de développer une nouvelle série de baladodiffusion qui portera sur les réalités des femmes, leurs stratégies de résistance et les initiatives de transition qu'elles portent face à l'extractivisme et dans le contexte de pandémie lié à la COVID-19.

Nous avons mobilisé un groupe huit personnes, jeunes, étudiantes et militante-s de différents parcours et origines pour former un comité qui s'est réuni à cinq reprises depuis la fin mars afin de définir le type de travail à effectuer, les objectifs et les caractéristiques des femmes à interviewer, etc. Un processus de formation en baladodiffusion pour développer cette nouvelle série sera mis en place.

Nous remercions la Caisse d'économie solidaire Desjardins, l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM (AFESH) et l'Association facultaire étudiante des arts (AFÉA) de l'UQAM qui nous ont permis de mettre en branle ce projet, ainsi que la subvention salariale d'Emploi Québec.

# Les balados en chiffres

Nombre de balados  
**95**

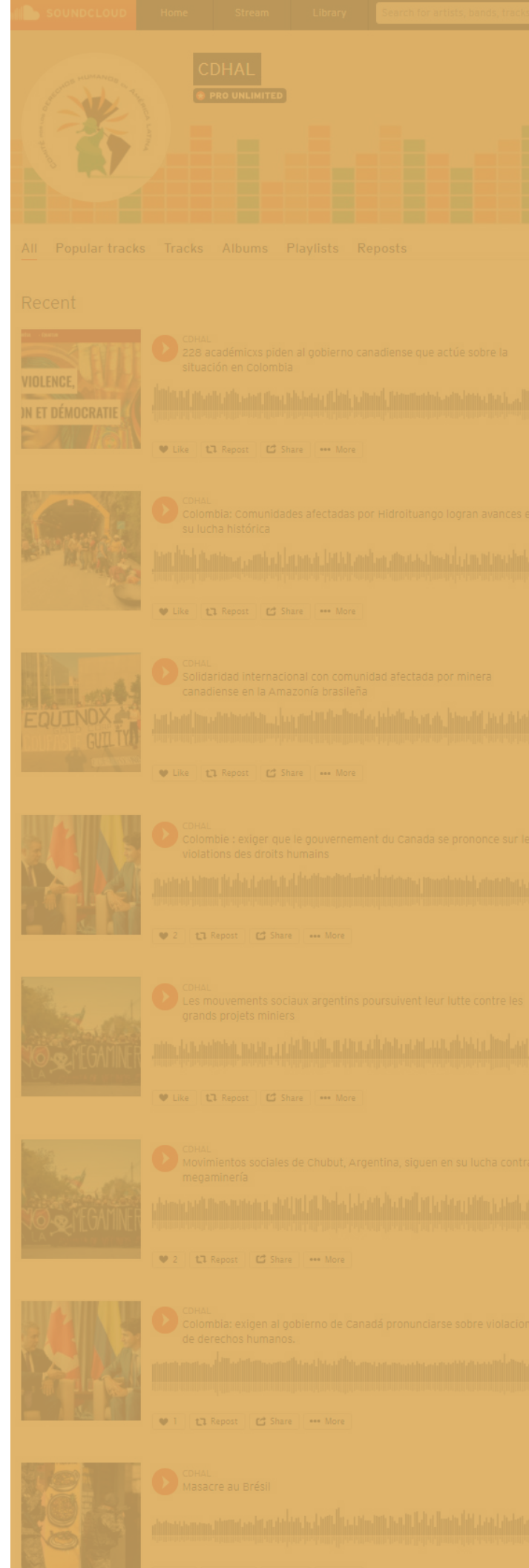
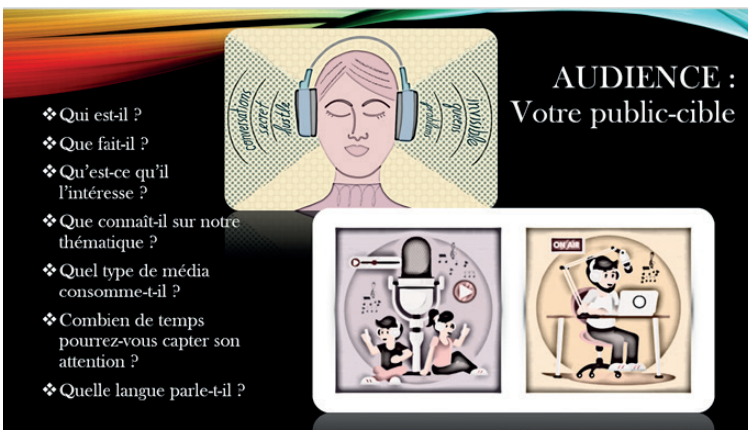
Français  
**41**

Reproductions  
**2451**

Espagnol  
**45**

Téléchargements  
**114**

Autres  
**9**





# Caminando : approches éducatives participatives, collectives et réflexives

Caminando, qui est une revue de réflexion et d'engagement, est également un outil d'éducation à la citoyenneté mondiale qui permet dans un premier temps, aux participant-e-s des étapes de production de la revue, nommément les auteurs-trices, les poètes et illustrateurs-trices, les comités d'édition, de traduction et de révision, de participer à un processus collectif favorisant une réflexion critique sur les divers enjeux qui y sont présentés. Ainsi, le processus de conception, de coordination, de rédaction et de publication de Caminando est conçu de manière à offrir un espace de formation et de conscientisation aux personnes qui participent aux différentes étapes de production. Les personnes qui s'impliquent au CDHAL peuvent développer de nouvelles compétences (ex. traduction, révision linguistique, la communication comme outil de transformation sociale, etc.). Caminando continue à se construire comme un espace d'apprentissage continu, afin de pouvoir renforcer nos capacités individuelles et collectives à travailler en équipe et à participer à la réalisation d'une publication.

Dans un second temps, les processus de lancement et de diffusion de la revue auprès du public cible permettent une continuité du partage des connaissances, des savoirs et des expériences qui ont été immortalisés à travers les pages de Caminando. Dans un monde où le monopole des grands médias prévaut, ainsi que la désinformation présente sur le Web, nous croyons que rendre accessible de l'information alternative sur les droits des défenseur-e-s du territoire et sur les enjeux auxquels ils et elles font face et qui ont été exacerbés en contexte de pandémie, est un excellent moyen de favoriser, autant chez le public que chez les participant-e-s au projet, une réflexion qui contribue à les habiliter à effectuer des choix éclairés dans l'exercice de leur pouvoir.

**Caminando vol. 35, numéro 1,  
paru en février 2021**

## **Brisons le silence en temps de pandémie**

En ces temps sans précédent historique, qui mettent à dure épreuve les corps, les âmes, et ce qui demeure des démocraties de notre planète, le premier numéro du volume 35 de Caminando présente une collection diverse et unie de voix qui transcendent les frontières réelles et imaginaires, venant briser le silence autour des inégalités engendrées et exacerbées par l'avènement de la pandémie de COVID-19. Les textes de ce numéro font saisir la réelle diversité des abus, explicites ou implicites, s'intensifiant en ces temps de pandémie chez nous comme ailleurs, mais aussi les forces qui les sous-tendent, ainsi que les fondements qui en sont la cause. Se dessine un panorama kaléidoscopique d'expériences d'oppression, selon les contextes sociopolitiques en amont de la catastrophe, qui révèlent en parallèle un portrait protéiforme de résistances, de luttes et de solidarités. Si le virus met en danger la santé physique de notre civilisation, les moyens adoptés pour sa prise en charge par les autorités publiques révèlent à leur tour la persistance du paradigme colonialiste, capitaliste et extractiviste qui continue à les orienter (extrait de l'éditorial).



**19 textes, dont 4 poèmes  
et 15 articles**

**26 auteurs-trices  
et 4 poètes et poétesses**

**20 illustrateurs-trices, dont  
10 élèves âgés de 6 à 17 ans**

**17 personnes participant  
au comité éditorial, dont  
8 pour le comité brésilien**

**12 traducteurs-trices  
(ESP-FR et PORT-FR)**

**10 réviseuses**

**L'âge de nos collaborateurs-trices  
s'étend de 6 ans à 80 ans !**

**2 collaborations  
intergénérationnelles !**





## Nouveautés pour le vol. 35, no. 1

- » Formation d'un comité éditorial brésilien et d'une équipe de traducteurs-trices (PORT-FR)

Nouveauté au sein du fonctionnement de production de *Caminando*, dû au grand nombre de contributions reçues provenant du Brésil. Ainsi, nous avons appris à relever les défis linguistiques et coordonné deux comités éditoriaux en parallèle. La mobilisation s'est intensifiée pour recruter des bénévoles autant au niveau du comité éditorial qu'au niveau du comité traduction

- » Éducation en milieu formel incluse dans le processus de création de la revue

Ajout d'un processus d'éducation en milieu formel qui a lieu pendant la production de la revue. Des élèves du primaire et du secondaire ont participé à une séance de discussion virtuelle portant sur certaines contributions (textes), leur permettant de se familiariser avec les enjeux de la lutte des défenseur-e-s du territoire en temps de pandémie et aux injustices que cette dernière exacerbe chez les groupes marginalisés. À la suite de la discussion, les élèves ont été invités, en guise de synthèse et d'intégration, à produire des œuvres visuelles portant sur un aspect saillant de leur apprentissage quant aux enjeux nommés, œuvres qui ont par la suite été incluses dans la revue à titre d'illustrations.

- » Co-révision et co-traduction de certains articles

Des membres du comité éditorial et certains traducteurs-trices ont accepté d'expérimenter la co-formation en collaborant en dyades au travail linguistique, avec succès!

- » Campagne de promotion sur Facebook

Nouveaux formats de promotion pour maximiser la visibilité de *Caminando* sur les réseaux sociaux. Des visuels ont été créés pour faire la promotion de plusieurs articles à paraître. Ces visuels affichaient une photo de l'auteur-trice promu-e, un court résumé de l'article, et une invitation à se procurer la revue.

## Développement de la revue

En juillet 2020, nous avons mis sur pied un comité qui s'est consacré à assurer le développement et le rayonnement de la revue. Se réunissant environ une fois par mois, il a organisé entre autres la célébration pour le 40<sup>e</sup> anniversaire de la revue 2020.

- » *Caminando*, « en marche » depuis 40 ans : luttes et solidarités pour la défense des droits humains (12 décembre 2020) Cette célébration a mis en lumière les 40 dernières années de luttes et de solidarités partagées à travers les pages de l'ensemble des volumes. Une cinquantaine de personnes ont assisté à l'événement avec interprétation français-espagnol

composé de présentations des différentes périodes de publication de la revue, des prestations musicales, la lecture de poèmes et des témoignages. L'événement a été un moment pour rendre hommage à celles et ceux qui se sont investi-e-s dans les différentes étapes de production de la revue depuis sa naissance.

- » Création d'une vidéo promotionnelle pour *Caminando*

- » Chanson *Caminando*

À l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la revue, texte composé par Joëlle Gauvin-Racine et musique et interprétation par Dominic Bienvenue et Giulietta Di Mambro [http://www.reverbNation.com/open\\_graph/song/32538604](http://www.reverbNation.com/open_graph/song/32538604)

- » Adhésion à la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP) et développement de liens pour faire rayonner la revue

- » Disponibilité de *Caminando* sur les banques de données Érudit et EBSCO

La revue continue d'exister grâce à l'apport solidaire et l'engagement bénévole des nombreuses personnes qui contribuent à la rédaction, à l'illustration, à la traduction, à la révision et à l'édition de son contenu, et à l'appui financier de la Société des Missions-Étrangères, l'Association facultaire étudiante des arts (AFÉA) de l'UQAM et de Patrimoine Canada.

# Participation du CDHAL à des ateliers et conférences

Au cours de l'année, le CDHAL a été invité à quelques reprises à participer à des cours, des conférences et des ateliers. Il s'agit d'espaces privilégiés pour la sensibilisation, l'engagement et la mobilisation du public. Nous avons participé notamment aux activités suivantes :

- » Co-organisation avec Femmes de diverses origines d'un webinaire « Amérique latine : femmes, racisme et COVID-19 » (18 juillet 2020)
- » Présentation intitulée « Résistance des femmes face à l'extractivisme dans le contexte de pandémie » lors du colloque annuel « Bâtir l'après pour affronter la crise climatique » du Centre de recherche sur les innovations et les transformations sociales (CRITS) (12-14 novembre 2020)
- » Conférence dans le cadre du cours « Décolonisation de l'action à l'international » du Certificat en coopération et solidarité internationales de l'Université de Montréal (27 novembre 2020)
- » Présentation lors de la projection et discussion « Pas d'or pour Kalsaka » dans le cadre du Festival Ciné Vert de SUCO (26 janvier 2021)
- » Animation et co-organisation avec le CAPMO et Campesina Digna de l'événement « Femmes, territoire et résistance en Amérique latine » dans le cadre du Forum Social Mondial (29 janvier 2021)
- » Présentation sur l'initiative du Tribunal permanent des peuples dans le cours « Développement durable et alternatives appliqués » du Certificat de coopération et solidarité internationales de l'Université de Montréal (29 janvier 2021)
- » Animation et co-organisation avec l'AQOCI et le CQFD d'une discussion avec la militante maya Leydy Pech, récipiendaire du prix Goldman (11 mars 2021)
- » Co-organisation avec le Colectivo Brasil-Montréal de l'événement « Force et résistance : les héritages des luttes de Marielle Franco et du peuple haïtien » (14 mars 2021)
- » Présentation sur les assassinats des défenseur-e-s en Amérique latine lors des Journées Oscar Romero : Action non-violente et crise écologique, co-organisées avec le Centre Justice et Foi (20 mars 2021)
- » Conférence « Industrie minière canadienne et droits humains en Amérique latine » dans le cadre du programme Optimonde du Cégep du Vieux-Montréal (22 avril 2021)
- » Présentation « Paroles de femmes en résistance face à l'extractivisme dans les Amériques » dans le colloque « Extractivisme : enjeux, conflits et résistances » de l'ACFAS (4 mai 2021)
- » Présentation dans le panel « Resistencia latino-americana al neoliberalismo » (20 mai 2021) du Symposium de la Chaire UNESCO La démocratie, la citoyenneté mondiale et l'éducation transformative : Nouvelles perspectives pour comprendre, s'entendre et agir ensemble

# Communications

## Communications externes

Le site Web [www.cdhal.org](http://www.cdhal.org) est l'un des principaux outils de communication utilisés par le CDHAL pour partager des nouvelles, des communiqués, des actions urgentes et des événements concernant l'Amérique latine, notamment en ce qui a trait aux violations des droits humains et environnementaux.

Le CDHAL continue de privilégier le réseau social Facebook pour ses communications externes quotidiennes. Le nombre d'abonné-e-s continue de croître, passant de 5 853 en mai 2020 à 6 463 en mai 2021.

Outre Facebook et son site Web, le CDHAL envoie également deux infolettres, le bulletin bimensuel Info CDHAL et Solidared qui est envoyé mensuellement, qui rejoignent près de 1 400 personnes.

## Dans les médias

Le CDHAL demeure une référence dans les médias indépendants et traditionnels en ce qui concerne l'actualité et les enjeux de droits humains en Amérique latine. Cette année, nous sommes paru-e-s et avons donné des entrevues à plusieurs médias, dont Radio-Canada international (RCI), Le Monde Diplomatique, Le Devoir, El Desconcierto, El Ciudadano, La Crónica Digital, Resumen latinoamericano, Dialogo et La Croix.

Nous avons également rédigé un article dans Le Devoir ainsi que dans la revue À Bâbord.

## Réflexions et coformation

Au courant de la dernière année, le comité sur les communications du CDHAL, composé des membres de l'équipe et du conseil d'administration, s'est rencontré à plusieurs reprises pour discuter des différents outils de communications utilisés afin s'outiller en ressources pour s'adapter aux réalités changeantes de l'utilisation des médias.

Dans un souci d'améliorer continuellement ses communications, le CDHAL a suivi divers ateliers cette année, dont plusieurs formations ont été offertes par les réseaux auxquels le CDHAL est membre.

Des membres de l'équipe ont participé à deux formations offertes par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), l'une portant sur les baladodiffusions et l'autre qui portait sur les médias sociaux (14 septembre 2020). Également, l'agente de communication du CDHAL participe au groupe de travail sur les communications de l'AQOCI où elle a pu suivre une formation sur les planifications stratégique et de communication.

L'appui de Communautique nous a permis d'embaucher une personne agente de communications qui a pu suivre plusieurs formations sur les compétences numériques offertes par Communautique.

En décembre, l'agente de communication a organisé une formation sur les relations de presse qui a été offerte par le Hub. Une rencontre avec le comité sur les communications du CDHAL a été organisée par la suite pour se doter d'outils pour mettre en œuvre l'information acquise. Un document d'appui a été créé et mis à disposition de l'équipe.

De plus, en mars 2021, elle a également participé à la formation « Usage et optimisation des réseaux sociaux » offerte par le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) ainsi qu'à la formation « Trousse médias et publicité » offerte par la SODEP et où l'ensemble des informations recueillies lors des ateliers sur les médias sociaux ont été regroupées dans un document guide en appui pour les publications Facebook, également à disposition de l'équipe.

Les communications étant transversales dans le travail du CDHAL, au courant de l'année, nous avons travaillé à développer des liens plus étroits entre les communications, les actions urgentes et le projet sur les causes structurelles des migrations.

# Vie collective

Le CDHAL a à cœur la qualité de sa vie d'équipe et démocratique. Notre organisme constitue un espace d'apprentissage et de citoyenneté, au sein duquel nous expérimentons des pratiques horizontales et de coformation. Au cours de cette année, notre équipe a été formée de 5 employées, de 2 professionnelles, 8 stagiaires, et de plusieurs collaboratrices et collaborateurs à nos différents dossiers et projets. Des comités se sont consolidés et se sont réunis pour avancer divers projets: revue Caminando, baladodiffusion, communications, recherche pour la publication sur l'industrie minière canadienne. Les membres du conseil d'administration ont été très actifs cette année s'impliquant dans les divers dossiers et comités du CDHAL.

Le contexte de la pandémie de COVID-19 a évidemment eu des impacts sur la vie d'équipe et la vie associative. Depuis mars 2020, l'ensemble de l'équipe est en télétravail. Nous avons tenu des rencontres virtuelles toutes les deux semaines et avons accueilli des stagiaires dans notre équipe, malgré que nous ne soyons jamais rencontré·e·s en personne. Nous n'avons pas pu tenir d'activités sociales, ni la soirée festive que nous organisons annuellement pour lancer Caminando et réaliser de l'autofinancement.

Ce sont les rencontres de coformation, comme les communautés d'apprentissage, qui ont contribué davantage au développement du sentiment d'appartenance et la cohésion de l'équipe et des membres. En mai 2020, une membre de l'équipe qui réalisait son stage au CDHAL a proposé et animé un atelier inspiré des pratiques du « Travail qui relie ». Lors de cet atelier, il a été proposé

de prendre du recul face à la pandémie, de nous connecter à nos ressentis, de partager de manière authentique et de se remettre en mouvement. De janvier à mars 2021, une partie de l'équipe a suivi trois ateliers « Tenir bon avec la pandémie » offerts par la Fondation Béati destinés aux organismes soutenus par cette dernière. Ceux-ci ont visé notamment à retrouver le sens de nos engagements et de nos actions en revenant à une vision claire de nos objectifs et du but de notre action, indépendamment de nos stratégies. Inspirés par les outils présentés lors de cet atelier, nous avons tenu deux rencontres d'équipe, une sur les valeurs portées à travers le CDHAL et une autre sur le contexte de télétravail. Ces rencontres ont permis de réaffirmer notre engagement envers la mission du CDHAL.

En décembre 2020, nous avons dû quitter les bureaux de Développement et Paix où le CDHAL était hébergé depuis huit ans. La perte de cet appui important a des conséquences importantes, puisque l'appui était aussi au niveau logistique, organisationnel et communicationnel. Les effets du CDHAL se trouvent entreposés chez un particulier et lorsque la situation sera plus stable, il est envisagé de chercher un endroit pour tenir des réunions. Le CDHAL a ouvert une case postale pour recevoir son courrier.

Actuellement, le CDHAL compte 175 membres. Nous avons recruté une trentaine de nouvelles personnes, entre autres à travers la campagne de sociofinancement en novembre dernier et aussi à travers une campagne de recrutement de membres et de promotion de la revue Caminando en avril et mai 2021.

## Les communautés d'apprentissages

Les communautés d'apprentissage se veulent un espace de co-formation de l'équipe du CDHAL entre autres sur la construction d'analyses sur les conjonctures sociopolitiques des pays avec qui nous avons des liens de solidarité et sur le partage de compétences et de savoirs, notamment, en communication et connaissances numériques.

### Juin 2020

Formation interne Canva, Wordpress et Mailchimp

### Juillet 2020

Formation interne Audacity

### Septembre 2020

Communauté d'apprentissage sur la situation des travailleurs·euses migrant·e·s avec des membres du CDHAL et du CTI (16 septembre 2020)

### Décembre 2020

Communauté d'apprentissage sur la publication « Mythes et réalités de l'industrie minière canadienne », faisant également partie du processus d'actualisation de la publication mis en place au courant de l'année.



# Travail en réseau

Pour le CDHAL, le travail en réseau est primordial et nous permet d'avoir une plus grande portée de nos actions, notamment d'appui aux mouvements sociaux, d'éducation à la citoyenneté mondiale et de plaidoyer. Nous avons suivi des dossiers importants à travers les réseaux suivants :

## Association québécoise des organismes en coopération internationale (AQOCI)

- » Participation au groupe de travail sur les communications ayant comme objectif d'échanger avec les responsables des communications des organisations participantes sur les campagnes de communications de l'AQOCI et de ses membres, des questionnements. De plus, des besoins en formation ont été discutés pour créer des espaces de formations qui ont été offerts au sein du comité de travail afin d'assurer l'amélioration des communications en fonction de l'utilisation changeante des différents médias et des besoins mentionnés.
- » Participation au comité des Journées québécoises de solidarité internationale sur la thématique de la justice migratoire
- » Participation à la semaine de développement international (7 au 13 février 2021) et au lancement de la bande-dessinée « La Traversée »
- » Participation aux assemblées générales des membres, aux rencontres de consultation et de concertation Amérique latine et aux formations (médias sociaux, baladodiffusion, animation virtuelle en éducation à la citoyenneté mondiale, mouvements sociaux en temps de pandémie)

## Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE)

Le RCRCE a suivi le dossier sur le mécanisme de l'ombudspersonne pour la responsabilité des entreprises canadiennes opérant à l'étranger (OCRE). Le 15 mars dernier, l'ombudspersonne, madame Meyerhoffer, a annoncé que son bureau ouvrait ses portes pour commencer à recevoir des plaintes déposées par des communautés affectées. Pourtant, l'ouverture du bureau est marquée par une couverture médiatique qui renforce les critiques de la part du RCRCE concernant son manque d'indépendance et de pouvoirs pour obliger les entreprises accusées à présenter des documents et des témoignages sur des abus commis. La fuite d'un rapport commandé par le gouvernement Libéral lui-même a explicité que le gouvernement Trudeau a succombé aux pressions provenant de l'industrie minière et, de façon délibérée, a restreint les pouvoirs de l'OCRE.

Alors que madame Meyerhoffer annonçait un voyage en Colombie et au Brésil pour rencontrer certains mouvements sociaux et visiter des projets canadiens, le CDHAL a participé à une action d'élaboration et de traduction d'un document en espagnol et en portugais pour alerter des allié·e·s des deux pays sur l'historique de ce mécanisme et les réserves exprimées par les organisations du RCRCE face à ce dernier. Le CDHAL a également participé aux réunions concernant le dépôt d'un projet de loi pour la diligence raisonnable au Canada, dont le lancement était le 31 mai 2021.

## **Campagne mondiale pour revendiquer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des sociétés transnationales et mettre fin à leur impunité**

» La campagne, composée par plus de 200 organisations, réseaux et mouvements de la société civile internationale, a continué à exposer comment les entreprises transnationales utilisent leur pouvoir économique et politique pour rester impunies pour

les violations des droits humains qu'elles engendrent. La Campagne Globale a également comme mandat la création d'un Traité contraignant des Nations Unies sur les sociétés transnationales et les droits humains.

### **Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA)**

» Devenu indépendant de Coopération Canada, le GOPA est un réseau national d'organisations de la société civile basées au Canada œuvrant pour les droits de la personne et la justice sociale et environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il rassemble plus de vingt ONG internationales de solidarité internationale, des organisations de défense des droits humains, des syndicats, des groupes confessionnels et de solidarité, et des institutions de recherche.

» Le CDHAL a participé activement aux rencontres du groupe pour mettre sur pied la nouvelle structure organisationnelle. Nous avons intégré le comité de coordination, prenant l'engagement de participer aux réunions mensuelles d'organisation et de prise de décisions administratives, d'accueil de la nouvelle coordination et de planification des actions. Nous participons également aux sous-groupes de travail Colombie et Mésosamérique. À travers ce réseau, nous avons collaboré à faire circuler et signer des actions urgentes et des analyses.

### **Common Frontiers**

En tant que groupe de travail multisectoriel d'organismes canadiens et de syndicats, Common Frontiers travaille sur des enjeux liés aux accords de libre-échange.

» Participation aux rencontres du groupe

» Appui à des webinaires :

» Militarization and COVID-19 in Colombia (30 juillet 2020)

» Canada - Mercosur FTA Neoliberalism, human rights, & the environment, co-organisé par Friends of the MST Canada et Common Frontiers, avec le soutien de Global Dialogue for systematic change, CDHAL, Canadian Latin American Alliance and Canadian Centre for Policy Alternatives (22 avril 2021)

### **Partenariat du Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté de l'UQAM (Centr'ERE)**

» Participation à l'axe de recherche 1: Écocitoyenneté, éco-justice et mobilisation citoyenne

» Projet de recherche Resistaction

Ce projet se propose d'explorer les processus qui se forment au sein des mouvements sociaux de résistance dans les contextes de conflit générés par l'implantation de projets extractifs (miniers, gaziers, pétroliers, forestiers) dont notamment les processus de :

» Co-apprentissage

» Formation à l'écocitoyenneté

» Innovation écosociale qui s'articule autour des préoccupations de protection de l'environnement, défense des territoires et des biens communs, qualité de vie des communautés

» Participation à l'équipe de recherche

» Co-animation d'un séminaire « Enjeux de la formation réciproque au sein de la mobilisation citoyenne pour une justice énergétique » (13-14 mai 2021)

### **Dam Watch International**

<https://damwatchinternational.org/>

Le CDHAL a participé au comité aviseur de ce réseau d'alliance internationale en évolution composé de communautés affectées par des barrages hydro-électriques, de chercheurs, d'activistes, d'artistes, de défenseur·e·s et d'organisations de justice sociale et environnementale. Il a également participé au sous-comité Amérique latine.

### **Projet FORJE**

<https://centrere.uqam.ca/projet-forje/>

Projet de recherche-action « La co-construction de savoirs entre acteurs et actrices engagées sur la question énergétique : évaluation diagnostique et design pédagogique » avec des chercheuses du Centre d'éducation et de formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté de l'UQAM et le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE). L'objectif général aura été de cerner le potentiel et les perspectives de déploiement d'un réseau de formation réciproque « par et pour » les actrices et acteurs impliqué·e·s pour une transition énergétique porteuse de justice sociale au Québec, dans le cadre des Collectivités ZéN.

La coordonnatrice du CDHAL a activement contribué à ce projet par la :

» Participation au comité de pilotage

» Participation aux ateliers de co-analyse des données

» Lecture et commentaires du rapport de recherche (bientôt disponible)

» Co-animation d'un groupe de discussion sur « Savoir reconnaître et éviter l'épuisement militant : apprendre à prendre soin de soi, des collaborateurs et des collaboratrices dans le travail collectif »

» Co-animation et participation aux midis FORJE

» Co-animation d'un séminaire Resistaction

Le CDHAL a également participé à des rencontres du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et du Réseau œcuménique Justice, écologie et paix (ROJEP).

# États financiers

Résultats et actif net  
pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

	2021	2020
<b>PRODUITS</b>		
Subventions	93 829	119 338
Subventions provinciales		
PSOCI / PÉCM	25 000	45 000
PÉCM - Volet 2	2 000	12 600
Emploi-Québec	800	25 112
Subventions fédérales (Emploi d'été Canada, COVID-19, Patrimoine Canada)	41 764	8 850
Communautaire	24 265	27 768
Dons	90 275	98 417
Communautés religieuses	31 450	42 000
Dons organisationnels, fondations et syndicats	52 800	51 878
Autres dons	6 025	4 539
Autofinancement	956	3 830
Cotisations des membres	390	315
Autres	172	231
	<b>185 622</b>	<b>222 131</b>
<b>CHARGES</b>		
Salaires et charges sociales	130 695	170 037
Appui mouvements sociaux	22 449	200
Honoraires professionnels	18 819	26 199
Frais d'activités	6 811	6 622
Frais de déplacement et de délégation	1 364	17 526
Frais de bureau	1 611	3 390
Frais de cotisation	915	615
Télécommunications	779	641
Autres frais	596	23
Assurances	481	517
Frais bancaires	149	482
Réunion et formation	40	130
	<b>184 709</b>	<b>226 382</b>
Excédent des produits sur les charges	913	(4 251)
Actif net début	22 897	27 148
Actif net à la fin	23 810	22 897



Bilan  
au 31 mars 2021

	2021	2020
<b>Actif</b>		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	80 111	18 150
Encaisse réservée (Levée de fonds solidaires)	4 513	-
Débiteurs	1 595	3 865
Subventions à recevoir	9 069	17 564
Frais payés d'avance	210	-
	<b>95 498</b>	<b>39 579</b>
<b>Passif</b>		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs	17 925	16 682
Fonds solidaires	4 513	-
Apports reportés	49 250	-
	<b>71 688</b>	<b>16 682</b>
<b>ACTIF NET</b>		
Non affecté	23 810	22 897
	<b>95 498</b>	<b>39 579</b>

# Équipe du CDHAL

## Actions urgentes

Rosa Lima Peralta, Anouk ABT, Maude Normandin-Bellefeuille, Daniela Bea, Marine Bercovy, Amanda Anderson, Audrey-Ann Allen, Wanda Minnig, Stéphanie Campeau-Doucet, Arthur Guyot, Isabela da Silva Hoff, Caio Souza, Pamela Moya Carrera, Maïra de Roussan, Alexandre Maheux Díaz

## Baladodiffusion

Jessica Ramos, Martha Gomez, Étienne Levac, Ronald Arias, Anne Moise, Isabella Hoff, Amanda Anderson, Thérèse Guay

## Caminando

Giulietta Di Mambro, Martha Lucia Gomez, Rosa Lima Peralta, Roselyne Gagnon

## Communications

Audrey-Ann Allen, Roselyne Gagnon

## Coordination

Marie-Eve Marleau

## Éducation du public

Carla Christina Ayala Alcayaga, Rosalinda Hidalgo, Maude Normandin-Bellefeuille

## Autres collaboratrices et collaborateurs

Mario Gil, Manuel Salamanca, Édouard Morin, Constance Vaudrin, Sonia Sauvette, Alexandre Beaudoin-Duquette, Françoise Desmarais, Joëlle Gauvin-Racine, Emmélia Blais-Dowdy, Madeleine Desnoyers

Un merci spécial à nos interprètes et traductrices-teurs solidaires.

## Conseil d'administration

### Présidente

Thérèse Guay

### Vice-présidente

Carolina Campos

### Trésorier

Pierre Lemay

### Secrétaire

Éva Mascolo-Fortin

### Administratrices-teur

Felix Molina, Rocío Barba, Alexandra Parada

# Partenaires

Nous tenons à remercier chaleureusement tous nos partenaires financiers et nos collaboratrices-teurs qui rendent nos actions possibles :



Fonds de Claire Doran et Joe McInnis de la Fondation de l'Église Unie du Canada



Certificat en coopération et solidarité internationale de l'Université de Montréal





Extrait de la vidéo promotionnelle réalisée à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire  
de la Revue Caminando, disponible au [www.caminando.ca](http://www.caminando.ca)



Comité pour les droits humains en Amérique latine | CDHAL  
CP. 47508 MTL CP Plateau Mont-Royal  
Montréal (Québec) H2H 1J0  
514.257.1246 | [info@cdhal.org](mailto:info@cdhal.org)  
[www.cdhal.org](http://www.cdhal.org)